

Note soumise au conseil fédéral FEF du 8 septembre

Pour un pluralisme en sciences économiques



Un des enjeux majeurs de l'enseignement contemporain est de préserver son caractère critique et citoyen. Si l'école a été inventée, ce n'est pas juste pour former à des compétences techniques, mais aussi pour permettre aux jeunes¹ d'apprendre à se remettre en question, à questionner les savoirs bien établis, et à porter un regard critique sur la société. L'enseignement fondamental comme supérieur peinent toutefois à réaliser cette mission. Sur les bancs des écoles et des auditoriums, c'est plutôt le silence résigné qui est la norme, et le plaisir de découvrir et de débattre l'exception. Cette question fait l'objet d'une attention toute particulière de la part de la FEF.

L'objectif de cette note est de positionner la FEF rapport à un des enjeux liés à l'esprit critique qui est le pluralisme des théories et des méthodes enseignés, et ce principalement dans les cursus d'économie. Dans toutes les sciences, il existe plusieurs manières de concevoir la discipline. Il existe des théories concurrentes (par exemple, la psychanalyse et la neuropsychologie en psychologie) et on trouve plusieurs manières de faire (par exemple, des

¹ Et moins jeunes, de plus en plus d'adultes reprennent des cours.

démarches plus pratiques, ou plus théoriques). L'existence d'une diversité de façons de penser et d'enseigner le savoir est un des éléments moteurs de l'esprit critique, puisque c'est cette diversité qui crée le débat. C'est aussi ce qui permet de disposer de nombreux d'un panel large d'outils pour penser et agir, et être mieux armé dans sa vie professionnelle ou citoyenne. Cette diversité, également appelée pluralisme, est un élément essentiel pour un enseignement de qualité.

La plupart du temps, chaque établissement a une préférence pour une manière d'enseigner ou sur le type de matière qui doit être donnée. Cette autonomie est importante, tant qu'elle n'est pas dogmatique, qu'elle ne pénalise pas les étudiants qui auraient fait d'autres choix, et tant qu'il n'y a pas une volonté d'éliminer les manières de penser concurrentes. A l'heure actuelle, il existe une discipline dans laquelle il est assez manifeste que le pluralisme n'existe pas. Il s'agit des sciences économiques. Ce n'est pas la seule discipline ou des courants sont minorisés, mais c'est celle où l'absence de pluralisme est la plus flagrante, et la plus fortement dénoncée.

Depuis la crise économique et financière, de nombreuses voix s'élèvent parmi les étudiants pour critiquer la manière dont sont enseignées les sciences économiques. La théorie « néoclassique élargie », une école de pensée encore minoritaire il y a 60 ans, est aujourd'hui « la » manière de penser l'économie. Elle trône la quasi-totalité des postes de professeurs, des cours et des publications de recherche, en Belgique ou ailleurs. Très fortement mathématisée, basée sur un individualisme méthodologique, ne prêtant attention aux rapports de pouvoirs ni entre les hommes ni entre les institutions et considérant que le marché et le travail salarié sont, par défaut, la seule manière de coordonner les échanges et la production économiques ; la théorie néoclassique élargie ne fait plus l'unanimité. Bien d'autres écoles en économie existent, et elles analysent l'économie en se basant sur d'autres hypothèses et théories. Ainsi, on peut trouver l'économie institutionnaliste, l'économie écologique, l'économie marxiste, l'économie autrichienne, l'économie post-keynésienne, etc. Tous des courants qui, dans d'autres disciplines, seraient enseignés car ils apportent chacun un regard spécifique sur l'économie et visent donc à nourrir le débat, mais qui, dans l'enseignement de l'économie actuel, n'ont pas droit de cité.

Cela pose deux problèmes : d'abord les étudiants n'ont pas tous les outils pour comprendre l'économie et manquent donc de compétences pour affronter la réalité (ainsi, l'école néoclassique élargie n'a pas prévu correctement la crise économique, et n'a d'ailleurs

pas apporté de réponse satisfaisante). Ensuite, cette approche est biaisée idéologiquement : elle a une tendance à favoriser le libéralisme économique². Que des approches économiques aient une portée normative ou politique n'est pas un problème en soi (en sciences humaines, la neutralité est un objectif inatteignable). Le problème intervient lorsqu'une théorie est enseignée au détriment de toutes les autres. Il ne s'agit donc pas de demander la suppression de l'école néoclassique, mais bien que les autres courants soient aussi enseignés.

Cette volonté du pluralisme n'est pas propre à la Belgique. Des mouvements d'étudiants en économie se sont d'abord développés à Harvard, Manchester, Oxford et dans de nombreuses autres universités. A Harvard, les étudiants ont été jusqu'à quitter un cours du célèbre professeur Gregory Mankiw, car ils lui reprochaient son conservatisme. Aujourd'hui, ce sont plus de 90 associations d'étudiants en économie qui demandent, partout dans le monde, de repenser l'économie et son enseignement. En France, ce sont plus de 600 enseignants et chercheurs qui réclament une autre organisation de l'économie, où il serait possible d'être nommé professeur même si l'on n'appartient pas au courant néoclassique élargi. En Belgique francophones, des groupes d'étudiants visant à repenser l'enseignement de l'économie existent déjà à Bruxelles (BSIPEC) et à Louvain-la-Neuve (ILPE).

Une organisation internationale d'étudiants pour le pluralisme (ISIPE) a également vu le jour. Celle-ci propose, comme pistes de solution, que les principales théories économiques (néo-classique, mais aussi post-keynésienne, écologiste, marxiste, institutionnaliste, etc.) soient enseignées dans les cursus de sciences économiques. Mais aussi que d'autres méthodes, telles que l'histoire et l'épistémologie de la discipline, ou des méthodes qualitatives, soient étudiées. Enfin, il est important de créer des croisements avec les autres disciplines, comme avec la philosophie, la psychologie, la sociologie, etc. Il s'agit donc de développer un pluralisme des théories, des méthodes et des disciplines. Mais pour que ce changement puisse avoir lieu, il est nécessaire de réaliser trois conditions, que nous reprenons de l'initiative mondiale pour le pluralisme (ISIPE) :

² Il s'agit bien d'une tendance, et non d'une généralité. De nombreux contre-exemples existent. Mais le fait de considérer les marchés comme efficaces par défaut (même si dans certains cas, des échecs de marchés sont considérés par la suite), ainsi qu'un individualisme méthodologique, entraînent un biais libéral et pro-marché de l'essentiel des grandes avancées de l'école néoclassique et de ses élargissements récents.

- L'octroi de postes aux enseignants et chercheurs susceptibles d'apporter une diversité théorique et méthodologique dans les cursus (revisiter le mode de sélection des professeurs)
- L'élaboration de supports pédagogiques tels qu'un manuel d'économie pluraliste
- L'institutionnalisation de coopération entre unités de formation et de recherche de différentes sciences sociales et la création d'unités interdisciplinaires mélangeant l'économie et ses disciplines sœurs.

En conclusion de cette note, il s'agit de relever l'importance du pluralisme si l'on veut un enseignement critique. Dans les sciences économiques, qui sont aujourd'hui très présentes et qui éclairent et influence de nombreux débats de société, un pluralisme est donc nécessaire. La Fédération des Étudiants Francophones s'engage donc à revendiquer une nouvelle manière d'enseigner l'économie, qui se base sur le triple pluralisme (des théories, des méthodes et des disciplines) abordé ci-dessus, ainsi que sur les trois revendications concrètes issues du manifeste de l'initiative internationale pour plus de pluralisme.